

Vade-mecum

Le droit à l'erreur pour les bourses de collège - loi ESSOC 2018-727

Le présent vade-mecum a pour objet d'apporter aux agents des établissements d'enseignement public et privé des précisions quant aux modalités de mise en œuvre du dispositif du droit à l'erreur pour l'instruction des demandes de bourses de collège suite à la loi ESSOC 2018.

Définition du droit à l'erreur

Le droit à l'erreur permet au demandeur de bourse de rectifier son erreur dès qu'il en a pris conscience ou si l'établissement l'invite à régulariser sa situation dans le délai imposé par ce dernier. L'établissement ne peut pas priver le demandeur d'une prestation financière si celui-ci a commis une erreur de saisie ou de remplissage lors de sa demande de bourse que celle-ci soit formulée sur papier ou en ligne.

👉 Attention, le droit à l'erreur n'est pas un droit à la fraude, ni un droit au retard.

Champ d'application

Les bourses de collège sont considérées comme une prestation financière et sont donc concernées par le dispositif du droit à l'erreur. A la rentrée 2019, les collèges devront inviter les demandeurs à rectifier leur erreur éventuelle dans le délai qu'ils fixent.

Les situations concernées :

Les bourses sont accordées selon la situation fiscale et sociale du demandeur. L'erreur commise par le demandeur concernera le plus souvent sa déclaration de revenus auprès du service des impôts ou sa déclaration de situation familiale auprès de la caisse d'allocations familiales (ou MSA). Les justificatifs à fournir en cas d'erreur seront donc l'avis d'imposition rectifié ou l'attestation rectificative de la caisse d'allocation familiale (ou la MSA).

Vous trouverez ci-dessous les situations d'erreurs généralement rencontrées lors de la demande de bourse et les démarches à suivre pour régulariser leur situation.

a) Mauvaise déclaration des enfants à charge en cas de divorce ou séparation,

Il s'agit d'un oubli de déclarer un enfant supplémentaire à charge ou au contraire une omission de déclarer qu'un enfant n'est plus à charge.

Pour rappel, l'enfant est considéré comme étant à la charge du parent chez lequel il vit habituellement.

Quand il réside alternativement au domicile de chacun de ses parents, il peut être pris en compte de manière égale dans le foyer fiscal de chacun de ses parents.

- Pour éviter les erreurs sur la déclaration de revenus :

Indiquer si l'enfant est à la charge exclusive (case F ou G) ou en résidence alternée (case H ou I). Les 2 parents ne peuvent pas déclarer simultanément avoir la charge exclusive de leur enfant.

- Justificatifs à fournir :

La rectification de la situation fiscale auprès des services fiscaux et/ou attestation de la CAF mentionnant tous les enfants à charge sociale.

b) Mauvaise déclaration de concubinage

Le demandeur n'a pas déclaré son conjoint lors du renseignement de la demande de bourse. Cela peut avoir une incidence sur le nombre d'enfants à charge. Si le demandeur ne déclare pas sa situation de concubinage, les enfants à charge du concubin ne seront pas pris en compte.

- Justificatifs à fournir pour modifier son erreur

Cette erreur peut être corrigée pour la demande de bourse en fournissant une attestation CAF mentionnant le concubin et l'avis d'imposition du concubin.